

Situation Mensuelle de l'Etat



Novembre 2012



 DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Synthèse	2
Faits marquants	2
Focus sur l'actualité	4
Chiffres clés	5
Solde d'exécution budgétaire	6
Dépenses	7
Dépenses du budget général par titres et catégories	7
Dépenses du budget général par missions et programmes	8
Recettes	12
Recettes fiscales du budget général	12
Recettes non fiscales du budget général	14
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	16
Opérations des comptes spéciaux	17
Données patrimoniales	18
Tableau des flux de trésorerie	18
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	19
Dette financière de l'Etat	20
Notes méthodologiques	21



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -103,4 milliards €

Le solde d'exécution budgétaire à fin novembre 2012 s'élève à -103,4 milliards € contre -97,3 milliards € à fin novembre 2011 à périmètre constant. Cette variation est due à la progression

des dépenses (+10,7 milliards €) en partie compensée par la hausse des recettes (2,3 milliards €) et l'amélioration du solde des comptes spéciaux (+2,4 milliards €).

Dépenses du budget général (hors R&D*) : 278,9 milliards €

Les principales dépenses du mois

✓ Mission **Enseignement scolaire** : 5,4 milliards € imputables essentiellement à l'Enseignement scolaire public des premier et second degrés ;

✓ Mission **Défense** : 3 milliards € dont 1,9 milliard € au titre du programme « Préparation et emploi des forces » et 0,6 milliard € au titre du programme « Equipement des forces » ;

✓ Mission **Recherche et enseignement supérieur** : 1,9 milliard € dont 0,7 milliard € au titre du programme « Recherches scientifiques et technologies pluridisciplinaires » ;

✓ Mission **Sécurité** : 1,5 milliard € partagé entre les programmes « Police nationale » à hauteur de 0,8 milliard € et « Gendarmerie nationale » pour 0,7 milliard € ;

✓ Mission **Ecologie, développement et aménagement durables** : 1,2 milliard € dont 0,5 milliard € dédié au programme « Infrastructures et services de transport » ;

✓ Mission **Gestion des finances publiques et des ressources humaines** : 1,1 milliard € dont 0,8 milliard € consacré au programme « Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local ».

Les dépenses nettes à fin novembre 2012 s'élèvent à 278,9 milliards € contre 268,2 milliards € à fin novembre 2011 à périmètre constant. La progression des dépenses concerne surtout les dépenses de fonctionnement (+7,6 milliards € dont 6,5 milliards € au titre de la dotation en capital du Mécanisme européen de stabilité) et de personnel (+1,5 milliard €).

Recettes du budget général (hors R&D) : 182,1 milliards €

Les principales recettes du mois (hors R&D) :

TVA : 11,5 milliards € ;

Impôt sur le revenu : 4,5 milliards € ;

Impôt de solidarité sur la fortune : 2,7 milliards € ;

Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles : 1,4 milliard € ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales : -5,9 milliards €.

Recettes fiscales (hors R&D) : 236,1 milliards €

Elles s'élevaient à 230,3 milliards € à périmètre constant à fin novembre 2011. Cette progression est essentiellement due à l'augmentation de l'impôt sur le revenu (+7,2 milliards €). On constate ce mois-ci, la comptabilisation de la 2nde échéance d'impôt de

solidarité sur la fortune pour un montant de 2,7 milliards € (cf. focus sur l'actualité). On note également, les premiers recouvrements de taxe sur les transactions financières pour 0,2 milliard €.



Recettes non fiscales : 11,4 milliards €

Les recettes non fiscales à fin novembre 2012 s'élèvent à 11,4 milliards € contre 13,4 milliards € en 2011. Cet écart s'explique notamment par la baisse des dividendes et recettes assimilées (-3,5 milliards €) et l'absence de prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations (-1 milliard €), partiellement compensées par la recette exceptionnelle enregistrée cette année, relative à la procédure

d'attribution d'autorisations d'utilisation de fréquences dans la bande 800 MHz en France métropolitaine (1,4 milliard €) ainsi que par la recette accidentelle liée aux francs non échangés (0,5 milliard €). On remarque également l'abondement en novembre de la ligne « Produits des amendes forfaitaires de la police de la circulation » pour 0,5 milliard € (cf. focus sur l'actualité).

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -68,7 milliards €

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à fin novembre 2012 à -68,7 milliards € contre -67,4 milliards € à fin novembre 2011. La variation

est principalement due à la hausse des prélèvements au profit de l'Union européenne (-1 milliard €).

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -6,5 milliards €

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 7,6 milliards € et des recettes pour 11,3 milliards € (notamment dus à l'encaissement de la taxe d'habitation au 15 novembre). Le compte « **Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics** » laisse apparaître des dépenses d'un montant de 3,9 milliards € dus aux avances versées à l'Agence de services et de paiement (ASP) au titre des aides communautaires de la politique agricole commune.

Le compte « **Avances à l'audiovisuel public** » affiche des dépenses pour 0,5 milliard € et des recettes pour 0,9 milliard € (échéance de la contribution à l'audiovisuel public au 15 novembre). Le compte « **Contrôle de la circulation et du stationnement routiers** » affiche des dépenses d'un montant de 0,5 milliard € correspondant pour l'essentiel à l'abondement au budget général (cf. focus sur l'actualité).

Au 30 novembre 2012, le solde des comptes spéciaux s'établit à -6,5 milliards € contre -8,9 milliards € en novembre 2011. Cet écart s'explique surtout par l'amélioration des soldes des comptes de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (+5,9 milliards €) et « Prêts à des Etats étrangers » (+55 milliards €) suite au prêt accordé à la Grèce en 2011, en partie compensée par les évolutions des soldes des comptes « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » de -3,9 milliards € (remboursement en 2011 du prêt consenti au secteur automobile en 2009) et « Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics » de -3,7 milliards € (comptabilisation des avances à l'ASP réalisée en décembre 2011).

Dette financière de l'Etat au 30 novembre : 1 393,5 milliards €

Les flux nets positifs enregistrés, depuis le début de l'année, concernent les OAT (émissions nettes de 59,8 milliards €), les BTAN (émissions nettes de 23,5 milliards €). Les montants des BTF et des

autres emprunts ont respectivement diminué de 8,4 milliards € et de 1,2 milliard € au cours de l'exercice.



☞ L'impôt de solidarité sur la fortune (ISF)

Créé par la loi de finances pour 1989, l'**impôt de solidarité sur la fortune** a rapporté 4,3 milliards € au budget de l'Etat en 2011. Depuis le 1^{er} janvier 2012, sont soumises à l'ISF, les personnes physiques ayant leur domicile fiscal en France et qui disposent d'un patrimoine en France et hors de France, d'une valeur nette supérieure ou égale à 1,3 million €. Les personnes physiques non domiciliées fiscalement en France mais y disposant d'un patrimoine net supérieur ou égal à 1,3 million € sont également concernées par cette imposition.

L'ISF est calculé à partir du patrimoine net c'est-à-dire l'ensemble des biens composant le patrimoine du foyer fiscal (immeubles bâtis ou non bâtis, meubles, valeurs mobilières, liquidités...) auquel ont été soustraites les dettes déductibles (emprunts, découverts bancaires...).

Il s'agit d'un impôt déclaratif et autoliquidé. En effet, chaque redevable doit faire estimer l'ensemble de ses biens au 1^{er} janvier de l'année, calculer le montant de son impôt et faire parvenir sa déclaration à

l'administration fiscale. Pour les patrimoines nets compris entre 1,3 million € et 3 millions €, le taux applicable est de 0,25 % et pour ceux supérieurs ou égaux à 3 millions €, le taux est de 0,50 %.

Exceptionnellement, deux échéances sont intervenues cette année. D'une part, pour les patrimoines nets taxables de plus de 3 millions €, la date limite de dépôt des déclarations et de paiement était au 15 juin. D'autre part, pour les patrimoines nets taxables compris entre 1,3 million et 3 millions €, la date limite de paiement a été fixée au 15 novembre.

En outre, en application de la loi de finance rectificative pour 2012, tous les redevables de l'ISF sont soumis à une contribution exceptionnelle sur la fortune. Calculée selon un barème progressif, cette contribution a fait l'objet d'un paiement au 15 novembre.

Au 30 novembre 2012, les recettes relatives à l'ISF et à la contribution exceptionnelle sur la fortune s'élèvent à 4,8 milliards €.

☞ Le compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers »

Afin de faciliter la compréhension de la politique de sanction aux infractions au code de la route, le compte d'affectation spéciale (CAS) « **Contrôle de la circulation et du stationnement routiers** » retrace les dépenses financées à partir du produit de ces amendes.

Les recettes du compte correspondent ainsi au produit des amendes perçues par la voie de systèmes automatisés de contrôle-sanction et celui des autres amendes de police de la circulation.

Les dépenses du CAS se décomposent en 5 programmes : le programme « Radars » qui finance le déploiement de nouveaux dispositifs de contrôle de la circulation, le programme « Fichier national du permis de conduire » qui finance le système de gestion des points du permis de conduire, le programme « Contrôle et modernisation de la politique de la

circulation et du stationnement routiers » qui contribue à la modernisation de la chaîne de traitement des infractions, le programme « Contribution à l'équipement des collectivités locales pour l'amélioration des transports en commun, de la sécurité et de la circulation routières » et le programme « Désendettement de l'Etat ».

Le dernier programme retrace le produit des amendes revenant à l'Etat sous forme de recettes non fiscales au budget général à la ligne « Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers ». Le versement au budget général a eu lieu au mois de novembre pour un montant de 459 millions €.

Au 30 novembre 2012, les recettes et les dépenses du CAS s'élèvent respectivement à 1,2 milliard € et 1,3 milliard €.



	Novembre	Cumul à fin novembre		Renvoi Page	
	2012	2012	2011 retraité 2011 exécuté		
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-8 759	-103 366	-97 315	-97 152	6
Dépenses du budget général (hors R et D)	20 677	278 934	268 195	267 951	6
Recettes du budget général (hors R et D)	12 908	182 067	179 744	179 663	6
Principales recettes fiscales (hors R et D)					
- IR	4 520	56 346	49 159	49 159	
- IS	-275	26 582	27 175	27 175	
- TVA	11 522	121 694	120 688	120 481	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-990	-6 499	-8 864	-8 864	17
DONNEES PATRIMONIALES					
Variation de trésorerie	16 767	-59 467			18
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	1 517	93 937			19
Dettes financières de l'Etat	13 522	1 393 503			20



	Mois	Cumul à fin novembre		
	Novembre	2012	2011 retraité	2011 exécuté
unité : million d'€.				
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	0	998	1 018	1 018
Dépenses de personnel	9 673	108 879	107 373	107 948
Dépenses de fonctionnement	4 329	49 923	42 287	41 615
Charges de la dette de l'Etat	0	45 733	45 807	45 807
Dépenses d'investissement	1 046	10 576	9 924	9 924
Dépenses d'intervention	5 550	61 613	60 931	60 784
Dépenses d'opérations financières	79	1 212	855	855
Total des dépenses (hors R et D) (I)	20 677	278 934	268 195	267 951
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	18 255	236 116	230 267	230 086
Recettes non fiscales	1 216	11 386	13 350	13 356
Prélèvements sur recettes	-6 848	-68 714	-67 406	-67 311
Fonds de concours	285	3 279	3 532	3 532
Total des recettes (hors R&D II)	12 908	182 067	179 744	179 663
Total des recettes (hors R et D, prélèvements sur recettes)	19 756	250 781	247 150	246 974
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-7 769	-96 867	-88 451	-88 288
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	-1 586	497	1 188	1 188
Solde des comptes de concours financiers	485	-7 153	-10 786	-10 786
Solde des comptes de commerce	121	95	706	706
Solde des comptes d'opérations monétaires	-211	-223	1 259	1 259
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (D)	-990	-6 499	-8 864	-8 864
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (F = C + D + E)	-8 759	-103 366	-97 315	-97 152



	Mois	Cumul à fin novembre		
	Novembre	2012	2011 retraité	2011 exécuté
unité : million d'€.				
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	9 673	108 879	107 373	107 948
Rémunérations d'activité	5 737	63 694	63 534	63 857
Cotisations et contributions sociales	3 868	44 478	42 906	43 154
Prestations sociales et allocations diverses	68	707	933	937
AUTRES TITRES	11 004	170 055	160 822	160 003
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	998	1 018	1 018
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	4 329	49 923	42 287	41 615
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 395	25 355	18 323	18 343
Subventions pour charges de service public	1 934	24 568	23 964	23 272
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	0	45 733	45 807	45 807
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	0	45 733	45 807	45 807
Titre 5 - Dépenses d'investissement	1 046	10 576	9 924	9 924
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	928	9 117	8 534	8 534
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	118	1 459	1 390	1 390
Titre 6 - Dépenses d'intervention	5 550	61 613	60 931	60 784
Transferts aux ménages	2 084	24 006	22 622	22 622
Transferts aux entreprises	778	9 394	10 128	10 054
Transferts aux collectivités territoriales	685	7 179	6 852	6 802
Transferts aux autres collectivités	2 003	21 021	20 858	20 835
Appels en garantie	0	13	471	471
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	79	1 212	855	855
Prêts et avances	12	177	135	135
Dotations en fonds propres	67	501	206	206
Dépenses de participations financières	0	534	514	514
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	20 677	278 934	268 195	267 951



unité : million d'€	Mois de novembre		Cumul à fin novembre 2012		Cumul à fin novembre 2011 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	199	253	2 646	2 626	2 720
Action de la France en Europe et dans le monde	135	155	1 558	1 554	1 659
Diplomatie culturelle et d'influence	27	65	732	710	681
Français à l'étranger et affaires consulaires	37	33	352	345	323
Présidence française du G20 et du G8	0	0	4	17	57
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	255	249	2 519	2 473	2 232
Administration territoriale	166	167	1 550	1 519	1 491
Vie politique, culturelle et associative	13	11	348	345	154
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	76	71	621	609	587
AGRICULTURE, PÊCHE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	310	365	3 445	3 415	3 325
Economie et développement durable de l'agriculture, de la pêche et des territoires	171	182	1 943	1 933	1 834
Forêt	10	43	336	339	330
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	61	68	476	468	480
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	68	72	690	675	681
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	691	583	2 465	2 870	2 690
Aide économique et financière au développement	224	182	646	1 072	964
Solidarité à l'égard des pays en développement	455	393	1 799	1 784	1 713
Développement solidaire et migrations	12	8	20	14	13
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	155	200	2 689	2 670	3 215
Liens entre la Nation et son armée	13	12	117	103	118
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	142	170	2 471	2 470	3 000
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la Seconde Guerre mondiale	0	18	101	97	97
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	61	65	549	555	513
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	41	45	320	332	298
Conseil économique, social et environnemental	2	2	39	39	38
Cour des comptes et autres juridictions financières	18	18	190	184	177
CULTURE	239	345	2 453	2 420	2 449
Patrimoines	97	127	768	743	737
Création	42	83	706	719	737
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	100	135	979	958	975
DEFENSE	2 852	3 026	30 818	36 650	36 098
Environnement et prospective de la politique de défense	214	135	1 572	1 671	1 645
Préparation et emploi des forces	1 977	1 880	21 587	21 705	21 691
Soutien de la politique de la défense	388	415	2 977	2 896	2 479
Equipeement des forces	273	596	4 682	10 378	10 283
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	140	149	1 104	965	893
Coordination du travail gouvernemental	61	69	519	488	445
Protection des droits et libertés	8	10	69	79	75
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	71	70	516	398	373
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLES	729	1 157	10 198	10 142	10 377
Infrastructures et services de transports	371	518	5 119	5 063	5 371
Sécurité et circulation routières	14	16	48	41	35
Sécurité et affaires maritimes	12	13	141	128	119
Météorologie	0	50	202	202	195
Urbanisme, paysages, eau et biodiversité	31	50	315	307	283
Information géographique et cartographique	1	23	95	94	80
Prévention des risques	34	63	223	227	188
Energie, climat et après-mines	-58	78	631	631	688
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer	324	346	3 424	3 449	3 418



unité : million d'€	Mois de novembre		Cumul à fin novembre 2012		Cumul à fin novembre 2011 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ECONOMIE	115	122	1 376	1 370	1 551
Développement des entreprises et de l'emploi	50	65	755	762	940
Tourisme	1	1	36	34	44
Statistiques et études économiques	44	40	423	416	408
Stratégie économique et fiscale	20	16	162	158	159
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	38	5	53 098	53 064	47 169
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	0	0	45 733	45 733	45 807
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	0	0	5	5	471
Epargne	38	4	654	620	697
Majoration de rentes	0	1	183	183	194
Dotation en capital du mécanisme européen de stabilité (1)	0	0	6 523	6 523	0
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	5 420	5 415	57 158	57 327	56 556
Enseignement scolaire public du premier degré	1 514	1 513	16 792	16 788	16 599
Enseignement scolaire public du second degré	2 536	2 534	27 114	27 108	26 896
Vie de l'élève	421	419	3 775	3 745	3 540
Enseignement privé du premier et du second degrés	571	570	6 572	6 554	6 485
Soutien de la politique de l'éducation nationale	253	244	1 971	1 930	1 890
Enseignement technique agricole	125	135	934	1 202	1 147
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	1 073	1 091	10 593	10 593	10 527
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	740	776	7 729	7 751	7 734
Stratégie des finances publiques et modernisation de l'Etat	57	38	235	234	255
Conduite et pilotage des politiques économique et financière	83	77	816	790	783
Facilitation et sécurisation des échanges	151	130	1 497	1 453	1 465
Entretien des bâtiments de l'Etat	22	30	163	160	123
Fonction publique	20	40	153	205	167
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	56	89	616	563	527
Immigration et asile	46	75	533	486	461
Intégration et accès à la nationalité française	10	14	83	77	66
JUSTICE	828	791	8 161	6 623	6 243
Justice judiciaire	439	298	3 973	2 666	2 511
Administration pénitentiaire	262	360	2 696	2 720	2 488
Protection judiciaire de la jeunesse	66	66	714	685	691
Accès au droit et à la justice	27	25	309	304	325
Conduite et pilotage de la politique de la justice	34	42	466	245	225
Conseil supérieur de la magistrature (1)	0	0	3	3	3
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	101	89	1 197	1 055	1 235
Presse	74	64	370	329	393
Livre et industries culturelles	18	18	240	241	249
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique	9	7	446	344	397
Action audiovisuelle extérieure	0	0	141	141	196
OUTRE-MER	145	134	1 957	1 870	1 763
Emploi outre-mer	25	28	1 237	1 246	1 216
Conditions de vie outre-mer	120	106	720	624	547
POLITIQUE DES TERRITOIRES	63	66	218	276	251
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	35	49	146	232	219
Interventions territoriales de l'Etat	28	17	72	44	32
POUVOIRS PUBLICS	0	0	998	998	1 018
Présidence de la République	0	0	109	109	112
Assemblée nationale	0	0	518	518	534
Sénat	0	0	324	324	328
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	32
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	11	11	11
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1



unité : million d'€	Mois de novembre		Cumul à fin novembre 2012		Cumul à fin novembre 2011 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
PROVISIONS	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	935	1 864	25 018	24 469	23 330
Formations supérieures et recherche universitaire	202	235	12 351	12 262	11 833
Vie étudiante	189	233	2 273	2 106	1 953
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	165	694	5 095	4 938	4 276
Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources	0	162	1 240	1 215	1 137
Recherche spatiale	48	138	1 376	1 328	1 232
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de l'aménagement durables	253	138	1 275	1 124	1 362
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	53	189	835	948	957
Recherche duale (civile et militaire)	0	21	178	153	188
Recherche culturelle et culture scientifique	3	24	113	112	119
Enseignement supérieur et recherche agricoles	22	30	282	283	273
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	266	252	6 568	6 455	5 843
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	54	19	4 030	3 966	3 799
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	118	187	856	857	695
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	94	46	1 682	1 632	1 349
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	276	252	2 618	2 511	2 436
Concours financiers aux communes et groupements de communes	104	124	745	685	642
Concours financiers aux départements	50	45	477	459	436
Concours financiers aux régions	54	54	908	908	909
Concours spécifiques et administration	68	29	488	459	448
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	9 681	9 690	84 357	84 324	74 841
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	5 451	5 460	73 298	73 273	67 356
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	4 230	4 230	11 059	11 051	7 485
SANTE	148	165	1 312	1 306	1 189
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	109	115	678	672	590
Protection maladie	39	50	634	634	599
SECURITE	1 356	1 450	15 651	15 626	15 194
Police nationale	764	788	8 337	8 398	8 198
Gendarmerie nationale	592	662	7 314	7 228	6 996
SECURITE CIVILE	67	35	386	404	370
Intervention des services opérationnels	57	24	248	241	210
Coordination des moyens de secours	10	11	138	163	160
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	777	955	12 587	12 385	10 973
Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales	2	2	384	384	126
Actions en faveur des familles vulnérables	39	39	232	217	211
Handicap et dépendance	633	804	10 532	10 382	9 265
Egalité entre les hommes et les femmes	4	4	19	18	17
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	99	106	1 420	1 384	1 354



unité : million d'€	Mois de novembre		Cumul à fin novembre 2012		Cumul à fin novembre 2011 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	44	37	463	446	387
Sport	9	14	251	254	247
Jeunesse et vie associative	35	23	212	192	140
TRAVAIL ET EMPLOI	501	826	9 809	9 266	10 021
Accès et retour à l'emploi	573	639	5 553	5 145	5 177
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	-165	97	3 501	3 356	4 122
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	14	8	66	75	52
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	79	82	689	690	670
VILLE ET LOGEMENT	581	651	7 587	7 541	7 102
Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables	136	213	1 231	1 189	1 082
Aide à l'accès au logement	334	334	5 490	5 490	5 019
Développement et amélioration de l'offre de logement	101	65	363	355	438
Politique de la ville et du Grand Paris	10	39	503	507	563
TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES BRUTES DU BUDGET GENERAL	28 102	30 371	360 614	363 258	343 036

(1) Programme crée en 2012



	Mois		Cumul à fin novembre	
	Novembre	2012	2011 retraité	2011 exécuté
unité : million d'€.				
Impôt sur le Revenu (A)	4 740	61 983	55 991	55 991
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	1 351	6 130	4 996	4 996
Impôt sur les sociétés (C)	103	41 593	40 620	40 620
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	3 265	13 769	12 232	12 232
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	71	590	505	505
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	403	6 405	5 406	5 406
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéficiaires distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	1	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	23	6	6
Impôt de solidarité sur la fortune	2 708	4 847	4 257	4 257
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	33	33	33	33
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	6	111	83	83
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	10	132	248	248
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	2	14	11	11
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	4	21	13	13
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	8	92	76	76
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	2	6	4	4
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle (1)	1	5	17	17
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010) (1)	0	1	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010) (1)	1	274	682	682
Recettes diverses	16	1 214	891	891
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (1) (E)	1 110	12 261	12 887	12 911
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	15 763	169 001	163 727	163 520
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	1 613	15 703	14 655	14 657
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	28	491	436	436
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	15	160	161	161
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	1	8	61	61
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	71	1 282	1 475	1 475
Mutations à titre gratuit par décès	714	7 002	6 229	6 229



	Mois	Cumul à fin novembre		
	Novembre	2012	2011 retraité	2011 exécuté
Autres conventions et actes civils	37	429	337	337
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	33	329	234	234
Taxe spéciale sur les conventions d'assurance	11	104	92	92
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	8	130	111	111
Timbre unique	26	191	152	152
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	30	329	313	313
Autres droits et recettes accessoires	0	3	4	4
Amendes et confiscations	4	36	143	143
Taxe générale sur les activités polluantes	85	257	140	140
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	2	27	24	24
Contribution Carbone	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	28	161	152	152
Autres droits et recettes à différents titres	1	3	3	3
Taxe sur les achats de viande	0	278	157	157
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	2	46	48	48
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	46	47	47
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	30	28	28
Taxe de l'aviation civile	9	62	58	60
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	579	804	804
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	1	27	27	27
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	192	1 772	1 800	1 800
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	61	704	731	731
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	38	398	406	406
Prélèvements sur les paris sportifs	13	104	85	85
Prélèvements sur les jeux de cercle en ligne	7	63	64	64
Redevance sur les paris hippiques en ligne	7	80	87	87
Taxe sur les transactions financières (2)	157	157	0	0
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010) (1)	1	22	87	87
Autres taxes	27	393	159	159
TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)	27 945	320 440	305 108	304 927
TOTAL RECETTES FISCALES (hors remb. et dégrèv.)	18 255	236 116	230 267	230 086

(1) changement de libellé en 2012

(2) création en 2012



	Mois	Cumul à fin novembre		
		2012	2011 retraité	2011 exécuté
unité : million d'€.	Novembre			
Dividendes et recettes assimilées (A)	35	3 450	6 928	6 928
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	1 114	2 909	2 909
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	106	545	545
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	35	2 230	3 474	3 474
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
Produits de domaine de l'Etat (B)	266	3 048	1 604	1 610
Revenus du domaine public non militaire	30	213	166	166
Autres revenus du domaine public	10	101	132	132
Revenus du domaine privé	5	41	50	50
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	0	1 570	175	175
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	219	1 070	1 031	1 037
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	40	39	39
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du domaine	2	13	11	11
Produits de la vente de biens et de services (C)	79	997	1 007	1 007
Remboursement par les Communautés européennes des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	38	394	404	404
Autres frais d'assiette et de recouvrement	35	455	455	455
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	-1	71	95	95
Produits de la vente de divers biens	0	0	1	1
Produits de la vente de divers services	11	68	40	40
Autres recettes diverses	-4	9	12	12
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	119	525	979	979
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	86	312	393	393
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	1	1	2	2
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	8	24	17	17
Intérêts des autres prêts et avances	0	33	302	302
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	21	118	230	230
Autres avances remboursables sous conditions	0	6	6	6
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	1	15	7	7
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	2	16	22	22



	Mois	Cumul à fin novembre		
	Novembre	2012	2011 retraité	2011 exécuté
unité : million d'€.				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	504	1 126	491	491
Produits des amendes forfaitaires de la police de la circulation	459	459	0	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	2	344	118	118
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	1	13	8	8
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'Agence judiciaire du Trésor	2	24	12	12
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	35	245	258	258
Frais de poursuite	5	39	93	93
Frais de justice et d'instance	0	0	1	1
Intérêts moratoires	0	1	0	0
Pénalités	0	1	1	1
Divers (F)	213	2 240	2 341	2 341
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	965	965
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	18	302	140	140
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	14	130	120	120
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	8	10	10
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	51	521	472	472
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	61	49	49
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	29	29
Frais d'inscription	0	8	4	4
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	2	10	9	9
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	3	6	3	3
Récupération d'indus	4	35	37	37
Recouvrements après admission en non-valeur	14	167	180	180
Divers versements des Communautés européennes	0	0	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	1	4	1	1
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	3	27	31	31
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	56	3	3
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	2	2	2	2
Soulte sur reprise de dettes et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	10	656	123	123
Produits divers	52	137	15	15
Autres produits divers	38	110	148	148
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	1 216	11 386	13 350	13 356



	Mois		Cumul à fin novembre	
	Novembre	2012	2011 retraité	2011 exécuté
unité : million d'€.				
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-5 907	-51 074	-50 815	-50 720
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-3 238	-38 213	-37 826	-37 826
Prélèvement sur les recettes de l'Etat du produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation et des radars automatiques	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-2	-14	-13	-13
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	1	-3	-32	-32
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation de compensation de la taxe professionnelle ⁽²⁾	0	0	-333	-333
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée	-1 750	-5 327	-5 537	-5 537
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-217	-1 804	-1 744	-1 683
Dotations élu local	0	-65	-60	-60
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	-38	-40	-37	-37
Compensation de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle	0	0	0	0
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	-459	-459
Dotations départementales d'équipement des collèges	0	-329	-299	-299
Dotations régionales d'équipement scolaire	0	-677	-606	-606
Compensation d'exonération au titre de la réduction de la fraction des recettes prises en compte dans les bases de taxe professionnelle des titulaires de bénéfices non commerciaux ⁽²⁾	0	0	-157	-157
Compensation d'exonération de la taxe foncière relative au non-bâti agricole (hors la Corse)	0	0	0	0
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	0	0	0
Dotations globales de construction et d'équipement scolaire	0	-3	-2	-2
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée	0	0	0	0
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit des dotations d'aménagement ⁽²⁾	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-341	-3 186	-2 319	-2 319
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-104	-767	-868	-868
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-163	-208	-384	-384
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement	0	0	-105	-105
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle ⁽¹⁾	-54	-434	6	0
Dotations de protection de l'environnement et d'entretiens des voiries municipales ⁽¹⁾	0	0	0	0
Dotations de compensation des produits syndicaux fiscalisés ⁽¹⁾	-1	-4	-40	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union Européenne	-941	-17 640	-16 591	-16 591
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-6 848	-68 714	-67 406	-67 311
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	257	2 989	3 208	3 208
Fonds de concours - coopération internationale	28	290	324	324
TOTAL FONDS DE CONCOURS	285	3 279	3 532	3 532

(1) Ligne créée en 2012 (2) Ligne supprimée en 2012



unité : million d'€.

	Mois de novembre		Cumul à fin novembre					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2012	2011 exécuté	2012	2011 exécuté	2012	2011 exécuté
Comptes d'affectation spéciale	6 427	4 841	60 845	49 352	61 342	50 540	497	1 188
Aides à l'acquisition de véhicules propres(1)	80	21	171	0	217	0	46	0
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	514	67	1 296	250	1 249	1 222	-47	972
Développement agricole et rural	9	3	111	103	115	109	4	6
Engagements en faveur de la forêt dans le cadre de la lutte contre le changement climatique	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale(1)	36	30	230	0	339	0	109	0
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	401	4	470	23	642	625	172	602
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	56	10	347	311	497	477	150	166
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien	38	0	1 090	0	1 320	936	230	936
Participation de la France au désendettement de la Grèce (1)	0	0	199	0	199	0	0	0
Participations financières de l'Etat	5	0	7 400	689	7 100	183	-300	-506
Pensions	5 078	4 661	49 286	47 801	49 339	46 772	53	-1 029
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	210	45	245	175	325	216	80	41
Comptes de concours financiers	12 042	12 527	90 450	91 258	83 297	80 472	-7 153	-10 786
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	3 863	34	6 711	3 010	88	72	-6 623	-2 938
Avances à l'audiovisuel public	549	882	3 291	2 954	2 404	2 425	-887	-529
Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres(2)	0	0	0	361	0	191	0	-170
Avances aux collectivités territoriales	7 559	11 347	79 691	78 521	80 169	73 101	478	-5 420
Avances aux organismes de sécurité sociale(1)	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts à des Etats étrangers	61	264	735	6 281	635	682	-100	-5 599
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	10	0	22	131	1	4 001	-21	3 870
Comptes de commerce	494	615	51 455	52 314	51 550	53 020	95	706
Approvisionnement des armées en produits pétroliers	82	104	724	662	686	677	-38	15
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	20	19	148	135	147	140	-1	5
Couverture des risques financiers de l'Etat	10	34	1 112	1 844	1 136	1 918	24	74
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	134	35	593	321	520	498	-73	177
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	242	375	48 719	49 186	48 966	49 619	247	433
Gestion des actifs carbonés de l'Etat	0	25	119	0	29	0	-90	0
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	1	9	3	2	9	9	6	7
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	5	14	35	36	57	52	22	16
Opérations industrielles et commerciales des directions départementales et régionales de l'équipement(2)	0	0	0	106	0	88	0	-18
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	0	0	1	22	0	19	-1	-3
Renouvellement des concessions hydroélectriques(1)	0	0	1	0	0	0	-1	0
Comptes d'opérations monétaires	331	120	2 201	2 550	1 978	3 809	-223	1 259
Emission des monnaies métalliques	24	21	159	153	212	194	53	41
Opérations avec le Fonds Monétaire International	300	99	2 022	2 367	1 737	3 598	-285	1 231
Pertes et bénéfices de change	7	0	20	30	29	17	9	-13
TOTAL COMPTES SPECIAUX	19 294	18 103	204 951	195 474	198 167	187 841	-6 784	-7 633
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	18 994	18 004	202 929	193 107	196 430	184 243	-6 499	-8 864

(1) mission créée en 2012

(2) mission supprimée en 2012



unité : million d'€.

Trésorerie au 1^{er} janvier 2012	-57 855
Variation de trésorerie	-1 612
Solde au 30 novembre 2012	-59 467



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2011	Flux nets de l'année	Solde à fin novembre 2012
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance	186	209	395
	Organismes à caractère financier			
	Caisse des Dépôts et Consignations	10	3	13
	La Poste	1	-1	0
	Autres organismes à caractère financier	138	219	357
	CEPL			
	Régions	1 297	-567	730
	Départements	5 082	-3 300	1 782
	Communes	18 123	122	18 245
	Hôpitaux	3 221	527	3 748
	HLM	205	77	282
	Autres CEPL	16 804	1 084	17 888
	Etablissements publics nationaux			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	7 879	3 333	11 212
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	1 702	699	2 401
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	1 471	1 182	2 653
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	523	508	1 031
	Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	14 054	118	14 172
Communautés européennes	877	360	1 237	
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés				
Fonds et Fondations	74	13	87	
GIP	338	67	405	
EPL	1 904	337	2 241	
Autres correspondants	6 056	4 621	10 677	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	2	-2	0	
Intérêts courus sur comptes DFT	90	-90	0	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	2 086	-545	1 541
	Placements des correspondants (hors CEPL) sur un compte à terme	4 032	-1 191	2 841
	Intérêts courus sur comptes à terme	26	-26	0
Total Passif (A)		86 179	7 757	93 938
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		1	0	1
Découverts des correspondants du Trésor		2	-2	0
Total Actif (B)		2	-2	1
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		86 176	7 759	93 937



	Solde au 31/12/2011	Flux nets de l'année	Solde à fin novembre 2012
unité : million d'€.			
Dettes négociables (A)	1 312 979	74 965	1 387 944
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	887 885	59 782	947 667
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	730 502	57 620	788 122
- <i>taux variable</i>	138 497	3 916	142 413
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	247 298	23 548	270 846
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	238 743	21 960	260 703
- <i>taux variable</i>	8 366	1 540	9 906
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	177 796	-8 365	169 431
Autres titres négociables	0	0	0
Dettes non négociables (B)	238	-3	235
Dettes exigibles	238	-3	235
- OAT	0	0	0
- BTAN	0	0	0
- BTF	0	0	0
- autres titres non négociables	238	-3	235
Autres emprunts (C)	6 554	-1 230	5 324
TOTAL (A+B+C)	1 319 771	73 732	1 393 503



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « exécutés » 2011 correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « retraités » 2011 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2012.

Autorisation d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédit de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R & D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante (période complémentaire limitée à 20 jours par la loi organique relative aux lois de finances).

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.